

Sauzé-Vaussais

Étape économique

Diaporama Eaux pluviales



Zoom sur le zonage d'assainissement collectif de Sauzé-Vaussais

Source : Commune



Madame, Monsieur,

Lors de son Conseil du 07 septembre 2011, à l'unanimité le Conseil Municipal a décidé de mettre en place une
TAXE SUR LES EAUX PLUVIALES.

POURQUOI ?

- Afin de limiter le rejet des eaux pluviales des particuliers et des entreprises dans le réseau unitaire de la commune.
- Dans le but de diminuer le coût des travaux d'aménagement de la station d'épuration. Celle-ci reçoit actuellement un volume important d'eau lors d'orages ou de fortes pluies.
- Permettre d'améliorer le réseau unitaire existant et conçu à l'origine (ce qui était permis), pour recevoir tant les eaux usées que les eaux pluviales.
- Cette taxe est mise en place, conformément au Décret n° 2011-815 du 06 juillet 2011 relatif à l'article R. 2333-139) concernant le système de gestion des eaux pluviales urbaines. Il appartient à la commune ou à l'établissement public compétent chargé du service public des eaux pluviales urbaines de définir les éléments constitutifs du système de gestion des dites eaux pluviales en distinguant les parties formant un réseau unitaire avec le système de collecte des eaux usées et les parties constituées en réseau séparatif.

QUI A LA COMPETENCE ASSAINISSEMENT ?

C'est notre Communauté de Communes Cœur du Poitou qui détient la compétence « Assainissement » et qui sera amenée en 2013, à effectuer des travaux importants afin de mettre aux normes la station d'épuration.

Ors, la gestion des eaux pluviales restant de compétence communale, la Communauté de Communes exigera de notre commune, un « **fond de concours** » en contre partie de ces travaux, dus **uniquement** à l'apport des eaux pluviales.

Alors que dans un **ESPRIT CITOYEN** si la taxe d'eaux pluviales amène les particuliers et les entreprises à aménager leurs terrains pour laisser s'infiltrer ou stocker les eaux pluviales à la source. **Cette TAXE**

DISPARAITRA d'elle-même et c'est notre plus grand souhait.

TAXATION FIXEE PAR LA LOI

- Taxe s'élevant à un montant de 0,50€ du m2. (la loi permet d'aller jusqu'à 1€ du m2)
- Abattement de 20% pour un débit contrôlé au-dessus de 20 L. par m2 par heure.
- Abattement de 40% pour un débit contrôlé au maximum à 20 L. par m2 par heure (pluie mensuelle).
- **Abattement de 100% de la taxe pour non rejet d'eau pluviale.**
- Et taxe applicable sur la superficie cadastrale, déduction faite des parties perméables.

DATE LIMITE DU RETOUR DU FORMULAIRE LE 30 AVRIL 2012

Très important

Il est ici fait observé :

- 1) Qu'à défaut de renvoi du formulaire dans les délais impartis, la taxe sera calculée sur la totalité de la superficie cadastrale de votre propriété.
- 2) Que devant des doutes sur les superficies annoncées un contrôle sera effectué sur place.
- 3) Que comme le demande la Loi, copie d'un extrait de la délibération visée par la Préfecture, mettant en place la taxe d'eaux pluviales est jointe au présent dossier d'envoi de formulaire de déclaration.
- 4) Et qu'est également joint :

Le formulaire de déclaration pré-rempli à retourner dûment complété avant le 30 avril 2012 à :

MAIRIE

service « taxation des eaux pluviales ».

79190 SAUZE-VAUSSAIS

Soyez persuadés, Madame, Monsieur, que nous sommes conscients du désagrément apporté par cette décision mais que nous espérons à la lecture de ce courrier vous faire comprendre et partager une démarche de bon sens et d'intérêt général.



Déclaration de Propriété Surfaces recevant les eaux pluviales

Au titre de l'article L.2333-97 à L.2333-101 de l'article 48 de la loi sur l'eau
et du décret n° 2011-815 du 6 juillet 2011

Cette déclaration doit être remplie par le Propriétaire

1- Renseignements concernant le propriétaire

Nom : _____ Prénom : _____

Raison Sociale (si il y a lieu) : _____

Adresse Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____

Téléphone fixe : _____ Portable : _____

2- Localisation de la Propriété

Adresse Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____

Cadastre (sections) : _____ Parcelle (s) n° : _____

Superficie (m²)

3- Description de la propriété

Surface de toiture raccordée au réseau d'assainissement ou à la voirie

En m² : _____

Surface de sol imperméabilisé et raccordé au réseau d'assainissement ou à la voirie

En m² : _____

Surface de sol imperméabilisé et non raccordé au réseau d'assainissement ou à la voirie

En m² : _____

TSVP.....

4 - Récupération des eaux pluviales

Pouvez-vous les infiltrer dans le sol (jardin, pelouse, surface perméable)

☐ OUI

☐ NON

Avez-vous la place pour installer un dispositif de récupération (cuve, citerne, fosse)

☐ OUI

☐ NON

Si oui, seriez-vous disposer à installer un dispositif de récupération aux normes.

☐ OUI

☐ NON

Observations

Dans le cadre de l'instauration d'une taxe sur la collecte des eaux pluviales, la collectivité se réserve la possibilité de vérifier l'exactitude de cette déclaration.

Les propriétaires qui réaliseront des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans le réseau bénéficieront d'un abattement compris entre 40 et 100 % du montant de la taxe.

Fait à :

Le

Nom, Prénom :

Signature

Hôtel de Ville 3, Place de la Mairie

BP N° 29

79190 SAUZE-VAUSSAIS

Tél. 05 49 07 60 53

Fax 05 49 07 78 49

À

79190 SAUZÉ-VAUSSAIS

Madame, Monsieur,

Fin février de cette année 2012, un courrier auquel était joint un (ou plusieurs) formulaires vous a été adressé, concernant la taxe de collecte des eaux pluviales, mise en place par le conseil municipal en septembre 2011, avec effet à partir de 2012.

A notre connaissance, vous n'avez pas renvoyé ce ou ces formulaires dûment remplis, afin que nous puissions vérifier si vous êtes assujetti ou non à cette taxe, et le cas échéant mettre en recouvrement son montant.

Sans revenir sur le courrier de février 2012, nous vous rappelons que le but de cette taxe est de vous inciter à infiltrer vos eaux pluviales sur votre propriété, ce qui vous en exonérera et contribuera à réduire fortement les travaux que la Communauté de communes du Cœur du Poitou va devoir entreprendre dès 2013, sous les injonctions de l'administration !

Conscients de la difficulté à appréhender cette nouvelle charge, nous avons souhaité accorder un nouveau délai aux propriétaires qui n'ont pas répondu au premier courrier, en leur adressant un nouveau formulaire.

Passé le 15 septembre 2012, le non retour de ce formulaire, dûment rempli, soumettra chaque contrevenant à une taxation d'office **sur la totalité de la surface cadastrale de la propriété** (0,5 €/m²/an).

Pour rappel, les surfaces taxées sont celles dont les eaux de pluie vont, soit au réseau de tout-à-l'égout, soit à un réseau de collecte des eaux pluviales. Les surfaces imperméables (cours, parkings...) dont la pente conduit les eaux de pluie vers le réseau de la voirie, sont également concernées.

Le formulaire de déclaration est à retourner à :

Mairie
Service « Taxation des eaux pluviales »
3, place de la mairie
79190 Sauzé-Vaussais

Croyant, Madame, Monsieur, à votre volonté de contribuer par une démarche citoyenne, à la mise en conformité de notre station d'épuration, nous vous en remercions par avance.

Le Conseil Municipal, représenté par son Maire
Michel Eprinchard

NB : Souvent de simples travaux d'infiltration permettent d'évacuer les eaux pluviales sur votre propriété. Nous sommes à votre disposition pour vous conseiller.

Gestion des eaux pluviales Florilège des idées reçues et autres interrogations

- ❖ **Je dispose de réservoirs d'eau de pluie de 500, 1000, 1500 litres ?**
 - « Oui, mais quand ils sont pleins, ou va l'eau ? »
- ❖ **Je vais faire les travaux dans l'année, ou même ils sont commencés ?**
 - « Dès qu'ils seront terminés, prévenir la mairie et vous bénéficierez de l'exonération, selon que la totalité ou une partie des eaux pluviales seront infiltrées ».
- ❖ **Je ne suis pas raccordé au réseau d'assainissement (fosse septique), donc je ne suis pas assujéti à la taxe ?**
 - « Out, mais on voit les eaux pluviales ? »
- ❖ **Il y avait un bassin d'orage à la station d'épuration, pourquoi a-t-il été supprimé ?**
 - « Le dispositif d'origine n'est plus conforme aux normes actuelles, et de plus ce bassin ne fonctionnait pas ».
 - « Les travaux prévus à la station d'épuration, comprennent un nouveau bassin d'orage beaucoup plus grand et un lagunage de finition plus grand, entre autres travaux ».
- ❖ **Les eaux pluviales sont nécessaires pour nettoyer régulièrement le réseau d'eaux usées ?**
 - « Et s'il ne pleut pas, ou peu pendant plusieurs mois, comment fait-on ? »
 - « Comment sont nettoyés les réseaux séparatifs, ou aucune eau pluviale n'est admise dans le collecteur des eaux usées ? »
 - « C'est le travail de la société concessionnaire de l'entretien du réseau » ?
 - « C'est aussi pour cela, que mal informés, les usagers ont été incités à raccorder leurs eaux pluviales au réseau eaux usées, pour le plus grand bénéfice du concessionnaire ».
- ❖ **Je veux bien installer un récupérateur d'eau de pluie, mais je ne sais pas comment faire ?**
 - « La mairie met à votre disposition un livret technique rédigé par le label « Qualipluie ».
- ❖ **Pourquoi le réseau d'assainissement a-t-il été réalisé en système unitaire ?**
 - « Parce que Sauzé-Vaussais a été dans les plus anciennes communes rurales à se doter d'un assainissement collectif, et qu'à l'époque c'est ce système qui prévalait ».
- ❖ **L'eau de pluie est propre !**
 - « Hélas non, dès qu'elle touche la toiture ou le sol, l'eau de pluie est polluée »
 - « Elle l'est même, avant de tomber, chargée des impuretés de l'air (pluies acides).
- ❖ **La pluie est gratuite, pourquoi la payer ?**
 - « Ce n'est pas l'eau de pluie qui est payante (elle vous appartient et vous devez légalement la garder sur votre terrain), c'est son acheminement et son traitement qui coûtent cher » !
- ❖ **C'est une décision impopulaire ?**
 - « Oui, et elle est assumée, parce qu'elle est incontournable, que ne prendre que des décisions populaires s'appelle le laxisme et aboutit toujours à des mesures encore plus impopulaires ».
- ❖ **Il aurait mieux valu augmenter les impôts communaux sur tous les contribuables ?**
 - « C'était la solution de facilité, mais pourquoi ceux qui ne sont pas concernés (les Hameaux), paieraient pour les autres, alors qu'ils sont déjà désavantagés ».
 - « Pour ceux qui se sont déjà organisés pour infiltrer leurs eaux pluviales, en engageant des travaux, c'était les faire payer deux fois (ou qui en ont l'obligation, comme toutes nouvelles constructions) ».
 - « Enfin, sans obligation légale soumise à taxation, qui aurait fait l'effort de ces travaux » ?
- ❖ **Plusieurs quartiers de Sauzé-Vaussais sont équipés d'un réseau séparatif, et pourtant nous sommes soumis à la taxe ?**
 - « Dès lors que le réseau séparé des eaux pluviales est géré par la commune, les riverains sont soumis à la taxe, car, qui dit réseau, dit entretien et travaux de mise aux normes ».
- ❖ **Nous sommes la seule commune en France à avoir mis cette taxe en application ?**
 - « 7300 communes sont concernées, et nombreuses sont celles qui ont mis cette taxe en place, et non des moindres (Valenciennes, Douai...) ».
- ❖ **Quand la taxe sera-t-elle supprimée ?**
 - « Une fois le recensement effectué et les travaux à la station d'épuration réalisés, nous y verrons plus clair ».
 - « Ce qui est sûr, c'est que la Communauté de communes s'est engagée à baisser progressivement la taxe d'assainissement (actuellement 1,70 €/m³), pour l'harmoniser avec les autres communes, autour de 1,55 €/m³ ».
- ❖ **Remarque :**
 - « Le code des collectivités ne prévoit pas d'obligation pour les communes de collecter ou de traiter les eaux pluviales du secteur privé ».

Suite à l'étude diagnostic du système d'assainissement communal engagée en 2012 et avant validation du programme des travaux à mettre en œuvre, la Communauté de Communes « Cœur du Poitou » doit donc s'assurer :

- du devenir des eaux traitées, avec la problématique de la préservation du cours de « La Péruse » et du captage de La Foncaltrie ;
- du traitement des eaux en temps de pluie avec la mise en place d'un bassin de décantation des eaux de pluie de 1800 m³, en vue de réduire le nombre de déversements par un en-dessous des obligations de la Directive sur les eaux résiduaires urbaines (DERU) ; cet investissement, estimé à 400 000 euros, doit permettre de réduire de 30 à 7 les déversements d'eau brutes.

Il appartient donc à la Communauté de Communes d'arrêter le programme des travaux.

Quant à l'instauration par votre commune d'une taxe sur les eaux pluviales visant à réduire les surfaces imperméabilisées raccordées au réseau unitaire, il reste à en mesurer à l'effet concret en termes de débits collectés par ce réseau, afin de revoir les volumes à traiter et donc les ouvrages nécessaires.

Enfin, la délégation territoriale de l'Agence Régionale de la Santé (site de Niort) souligne également que le point de fragilité local concerne le captage de La Foncaltrie, dont le bassin d'alimentation constitue l'exutoire des pollutions potentiellement émises par différentes activités humaines, au premier rang desquelles les travaux de la LGV et les rejets de la station d'épuration de SAUZE-VAUSSAIS.

Lors de l'examen préalable du dossier « Loi sur l'Eau » de la LGV, les difficultés pressenties ont été les suivantes :

- mauvaise connaissance de l'hydrogéologie locale confirmée par la réalisation de plusieurs traçages des écoulements des eaux souterraines ;
- présence importante de cavités et de dolines dans le karst qui alimente le captage de La Foncaltrie, qui vont devoir être traitées dans le détail (programme de rebouchage des cavités) et engendrer un retard important des travaux prévus sur ce secteur, sans allongement a priori de leur durée totale ;
- les travaux réalisés, dont le décapage des sols et la création de bassin d'eaux pluviales, impactent négativement la qualité des eaux du captage, lequel est en arrêt quasi-permanent depuis octobre 2012 du fait de problèmes de turbidité ;
- les travaux complémentaires à réaliser en terme de mesures compensatoires supplémentaires à ceux envisagés dans mon arrêté « Loi sur l'Eau », visant à rétablir le niveau de qualité des eaux du captage observé avant les travaux de la LGV, devront être expertisés par un hydrogéologue agréé.

L'expertise conduite par le cabinet ARTELIA, qui évoque différents faits quant aux pollutions émises, propose différentes solutions dans un ensemble qui manque de lisibilité et de cohérence avec des coûts élevés.

En l'absence de « pistes » et de solutions techniques chiffrées et acceptées par les collectivités concernées, ce contexte ne permet pas d'étendre l'urbanisation.

Le captage de La Foncaltrie étant fortement impacté par le chantier de la LGV et l'assainissement de votre commune, des études devront déterminer leurs impacts sur la qualité des eaux et, au vu des valeurs limites de qualité des eaux à respecter impérativement, proposer les solutions techniques chiffrées à mettre en œuvre.

Il n'est pas exclu que le coût élevé des solutions émises conduise à envisager l'abandon de l'utilisation du captage.

Comme convenu avec les acteurs concernés, un hydrogéologue agréé sera chargé de « cadrer » les travaux d'étude et d'orienter techniquement les solutions à envisager, les éléments conclusifs de cette démarche ne devant pas être connus avant le dernier trimestre de cette année.

➤ Concernant le lotissement du « Pré-Bourreau III » (fiche n°6)

Suite au permis d'aménager autorisé le 4 juin 2012, la délivrance des premiers permis de construire reste tributaire des éléments attendus de la part de la Communauté de Communes pour apprécier la capacité d'assainissement de la collectivité.

Concernant l'absence de bailleur social intéressé pour construire sur la parcelle réservée ainsi que le manque de grands logements sur le territoire communal, la collectivité peut éventuellement répondre au besoin en assurant elle-même la maîtrise d'ouvrage de ce type de logement.

Afin de développer l'offre sur le parc privé existant par réhabilitation des logements de plus de 15 ans, l'Agence nationale de l'habitat (A.N.A.H.) et la Communauté de Communes disposent d'un Programme d'Intérêt Général (P.I.G.). Dans le cadre de ce programme, les bailleurs privés peuvent bénéficier d'aides de l'A.N.A.H. et de la collectivité pour réhabiliter des logements très dégradés (éligibles à l'aide A.N.A.H.) ou insalubres. Au cas où ces logements sont uniquement dégradés, les bailleurs sont éligibles aux seules aides A.N.A.H. .

➤ Concernant la situation dans le bassin Adour-Garonne (fiche n°8)

Votre commune est effectivement intégralement classée dans ce bassin car - en conformité avec une disposition nationale (cf. arrêté ministériel du 16 mai 2005 modifié par celui du 27 octobre 2010) - ces délimitations s'appuient sur les limites communales. Elle est néanmoins incluse dans deux Schémas d'Assainissement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.), ceux de la Charente et du Clain, du fait que le périmètre des S.A.G.E. s'appuie non sur des limites administratives - et donc celles des S.D.A.G.E. - mais sur des limites hydrographiques et/ou hydrogéologiques.

Pour mémoire le Président du Comité Local de l'Eau du S.A.G.E. Clain a, sans succès à ce jour, sollicité l'intervention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne afin de mieux définir les éléments typographiques de la commune de Sauzé-Vaussais.

J'observe que cette particularité est similaire à celles des communes de MELLERAN (district Adour-Garonne et S.A.G.E. Boutonne, Charente et Clain), LA CHAPELLE-POUILLOUX (district Loire-Bretagne et S.A.G.E. Charente et Clain), MAIRE-L'EVESCAULT (district Loire-Bretagne et S.A.G.E. Charente et Clain), et PLIBOUX (district Loire-Bretagne et S.A.G.E. Charente et Clain).

Mes services demeurent à votre disposition pour suivre ces différents dossiers.

Le Préfet,

Pierre LAMBERT

Eaux pluviales

Pourvu que la taxe ne vous tombe pas sur la tête !



Une loi de juillet 2010 appuyée par un décret de juillet 2011 permet aux collectivités ou à leurs délégataires qui le désirent de prélever une taxe pour financer le traitement des eaux pluviales...

Contact : Jean-Christophe DUNOT
05 49 28 79 73
j-c.dunot@cci79.com
www.cci79.com

Il pleut, il mouille c'est la fête... à la grimace pour le monde économique qui se voit être encore la cible d'une nouvelle taxe potentielle. Comme elle l'a fait il y a de cela quelques mois pour la réglementation sur la publicité extérieure, la CCI Deux-Sèvres a décidé d'informer l'ensemble des chefs d'entreprises du département afin de les mettre en garde sur cette taxe facultative et les solutions éventuelles, quand elles sont possibles, de dégrèvement.

Ce que dit la loi

Au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, la taxe est due par les propriétaires, privés ou publics de terrains et voiries situés dans une zone urbaine ou à urbaniser. La taxe est assise sur la superficie cadastrale des terrains bâtis, avec une réduction d'assiette pour les parties de terrains non imperméabilisés. La taxe n'est pas mise en recouvrement lorsque la superficie, déduction faite des superficies non imperméabilisées, est inférieure à une superficie minimale fixée par délibération. Cette superficie ne peut excéder 600 mètres carrés et son montant est plafonné à 1€/m².

POLE - LE PAYS MELLOIS

Sauzé-Vaussais

Taxe incomprise mais nécessaire

La commune a mis en place une taxe sur les eaux pluviales avec pour objectif d'inciter les propriétaires particuliers et les entreprises raccordés au réseau unitaire à limiter les rejets dans celui-ci.

Le cœur du Poitou détient la compétence assainissement, mais la gestion des eaux pluviales dépend de la commune. Avec son réseau unitaire, celle-ci s'est vue dans l'obligation de financer une partie des travaux de mises aux normes de la station d'épuration. Pour en diminuer le coût, la municipalité s'est engagée dans une action citoyenne nécessaire mais quelque peu incomprise.

« Votée à l'unanimité par le Conseil municipal, cette taxe sur les eaux pluviales n'est pas un impôt de plus, elle a pour objectif d'inciter les propriétaires particuliers et les entreprises raccordés au réseau unitaire du tout-à-l'égout à mettre en place des dispositifs pour laisser s'infiltrer ou stocker leurs eaux pluviales sur leur terrain », a expliqué la 3^e adjointe au maire Marie-Jo Rivaud, en charge du dossier administratif avec le 4^e adjoint Christian Goudeau. « Notre plus grand souhait est qu'elle disparaisse d'elle-même dès que possible. »

L'enjeu enfin compris

« Nous avons pu la mettre en place à la suite du décret du ministère de l'Écologie paru au Journal officiel le 8 juillet 2011 », a ajouté Christian Goudeau. Ce décret autorise les collectivités à créer une taxe eaux pluviales lorsque celles-ci sont collectées en réseau unitaire, ce qui était notre cas à Sauzé-Vaussais. « Il ne faut pas croire que ce dossier a été facile à mener, un courrier explicatif a été envoyé en amont aux 550 foyers concernés et aux chefs d'entreprise. Une communication renforcée a été réalisée par les élus afin de les convaincre de l'intérêt de la gestion à la parcelle et des permanences ont été tenues en mairie pour dépasser les fortes réticences de certains. Malgré cela, lors de l'envoi des premières factures en novembre 2012, une pétition a circulé, la population l'a considérée comme une surcharge d'impôts... Certains en sont encore sûrement convaincus. Mais petit à petit, après de longues discussions, les propriétaires concernés ont commencé à effectuer des travaux, les entreprises quant à elles en ont aussitôt compris l'enjeu.



Sauzé-Vaussais, samedi. Marie-Jo Rivaud, en charge du dossier administratif, avec Christian Goudeau, 4^e adjoint.

Des résultats encourageants

« Ceux qui n'ont pas rempli leur déclaration ont été taxés d'office, ceux qui ont fait des travaux pour garder les eaux pluviales sur leur terrain ont été exonérés. Afin de passer le cap des deux premières années, il nous faut continuer à rester ferme, tout en sachant qu'elle reste impopulaire, mais il vaut mieux prévenir que guérir. Il nous fallait agir soit par une taxe soit par l'impôt, ce qui aurait été injuste, nous avons choisi la taxe », a indiqué quant à lui le maire Michel Eprinchard.

Sur 19 ha concernés, 14 ont été taxés pour un montant de 71 500 €. Les travaux réalisés par les différents propriétaires ont déjà permis de réduire les rejets de 5 ha. Pour 2013, les prévisions s'élèvent à 43 207 €, soit 8,64 ha. On peut envisager encore une diminution de 1 à 2 ha en 2014. Au final les surfaces concernées devraient diminuer à hauteur de 75 %. Les fonds collectés par la commune sont investis prioritairement pour des travaux visant à connecter les espaces publics du réseau unitaire, le reste est destiné à

un fonds de concours en faveur de la communauté de communes. L'initiative de la municipalité a été saluée par le Conseil du Poitou ainsi qu'il par l'Agence de bassin et se ressentira sur la redevance pour assainissement des administrés, puisque celle-ci va baisser progressivement. D'1,74 € du m³, elle passera en 2014 à 1,60 € et sera ainsi harmonisée avec celle des autres communes du territoire.

Le puits d'infiltration de la résidence Minault

Infiltration des eaux pluviales dans un puits qui date de 1985 et fonctionne toujours correctement



Déconnexion du lotissement de l'Echelier

Construit en 2000, comprend :

- Photo de gauche : sous la place un massif drainant*
- Photo de droite : les eaux pluviales des toitures sont infiltrées à la parcelle*



Incitation de la taxe pluviale :

Déconnexion des entreprises (10 entreprises à Sauzé)

Exemple de l'entreprise Fournié

85 % de la surface imperméabilisée, soit 3 Ha

*en 2012, 50 000 € investi pour exonération de taxe pluviale
soit un temps de retour de l'investissement de 3 ans*



Déconnexion des eaux pluviales du secteur de la bibliothèque

- Regroupement de plusieurs bâtiments publics (bibliothèque, école, chaufferie...)
- Un jardin pédagogique a été installé qui associe la maison des jeunes et des personnes âgées, sensibilisation à la biodiversité.
- Photo A et B : un bassin enherbé infiltre les eaux du parking collecté
- Photo C : une pompe manuelle réutilise les eaux collectées pour arroser un jardin pédagogique



CONCLUSION

➤ Objectifs :

- Réduire les rejets d'eaux pluviales au réseau unitaire pour diminuer les couts de traitement des eaux .

➤ Moyens :

- Pour les constructions neuves : obligation de gérer les eaux pluviales à la parcelle (PLU)
- Pour les constructions existantes : taxe pluviale

➤ Résultats

- Contestation importante nécessitant investissement et communication
- 2 ans : 25 % des surfaces imperméabilisées déraccordées
- 10 ans : 60% des surfaces imperméabilisées déraccordées
- économie de 500 000 € pour la mise aux normes de la station

**Merci pour votre
attention**